**Sonkajärvi (Hanna), *Qu'est-ce qu'un étranger ?*
*Frontières et identifications à Strasbourg (1681-1789)***

Presses universitaires de Strasbourg, Strasbourg, 223 p., 2008

Jean-Michel Boehler

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/435>

DOI : 10.4000/alsace.435

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009

Pagination : 496-498

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Jean-Michel Boehler, « Sonkajärvi (Hanna), *Qu'est-ce qu'un étranger ? Frontières et identifications à Strasbourg (1681-1789)* », *Revue d'Alsace* [En ligne], 135 | 2009, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/435> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.435>

Il ne semble subsister aucun exemplaire des éditions de 1673 et 1674, et celui de 1675, retrouvé dans les fonds de la collection « *Sammlungen des Berlinischen Gymnasiums zum Grauen Kloster (Streitsche Stiftung)* » à la « *Zentral- und Landesbibliothek Berlin* » constitue une rareté bibliophilique.

Associé au D^r Klaus-Dieter Herbst, de Jena, qui a découvert le calendrier de Molsheim, le D^r Klaus Matthäus, spécialiste en la matière, a fait rééditer en fac-similé les quatre calendriers, jadis sortis des presses à Nuremberg et à Molsheim, assortis d'importants commentaires historiques.

L'historien alsacien ne sera pas peu étonné de trouver dans celui de Molsheim une relation de la bataille d'Entzheim, qui venait de se dérouler début octobre 1674, soit fort peu de temps avant la mise sous presse de ce calendrier. Grâce à de nouvelles recherches du D^r Klaus Matthäus, nous savons aujourd'hui que la relation de cette bataille n'est autre que le bulletin de victoire envoyé par Alexandre de Bournonville, « *kaiserlicher Feldmarschall* », à la cour de Vienne.

Les Molshémiens découvriront sur la page de titre de ce calendrier une représentation de leur ville, la plus ancienne gravure de Molsheim, d'ailleurs reprise sur le plat inférieur de la couverture de l'ouvrage cité ici. Comme vue antérieure, on ne possède qu'un magnifique dessin d'Arhardt, daté de 1644.

Par un curieux concours de circonstances, cet ouvrage spécifique sort au moment où l'équipe d'Alsace-Histoire (Publications de la Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace) travaille au volume consacré au calendrier en Alsace.

Louis Schlaefli

SONKAJÄRVI (Hanna), *Qu'est-ce qu'un étranger? Frontières et identifications à Strasbourg (1681-1789)*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2008, 223 p.

Le présent ouvrage, fruit d'une thèse de doctorat, élaborée sous la direction du professeur Laurence Fontaine et soutenue en février 2006 à l'Institut universitaire européen de Florence, propose une réflexion sur la notion d'« étranger » dans le cadre bien particulier de la Ville de Strasbourg entre 1681 et 1789. Loin des excès du juridisme, des catégorisations préétablies proposées par l'historiographie traditionnelle et des anachronismes trompeurs, cette recherche insiste sur les formes pluridimensionnelles de la condition d'étranger, intimement liée à des enjeux d'ordre politique, social et religieux, ainsi que sur les processus d'inclusion ou d'exclusion qui en découlent.

La démonstration est étayée par de solides fondements historiographiques (p. 9-17 et 20-27) et une scrupuleuse exploitation des sources, fort dispersées, qui a mené l'auteur des Archives de la Ville de Strasbourg (hôtel de ville, chancellerie, préteur royal, conseils du Magistrat, corporations) et des Archives départementales du Bas-Rhin (Directoire de la Noblesse de Basse Alsace, fonds de l'intendance et du notariat royal) aux archives (Secrétariat d'Etat à la Guerre, Affaires étrangères, fonds

des Archives nationales) et bibliothèques (Bibliothèque nationale et Bibliothèque de l'Arsenal) parisiennes. Seule la regrettable disparition des fonds de la justice, lors du siège de Strasbourg en 1870, prive l'auteur d'un échantillonnage de cas qui aurait contribué à affiner davantage les considérations d'ordre social qu'elle propose, sans que, pour autant, les exemples concrets (affaire Cerf-Berr, p. 117-124 ; cas de François Retaillon, p. 127-128) en soient totalement absents.

Que Strasbourg soit, à cette époque, une ville carrefour et un creuset d'influences multiples n'étonnera personne. Aussi le premier chapitre (p. 39-47), portant sur le fonctionnement des institutions de la « Ville libre impériale » et sur le rôle des migrants dans l'essor de sa population, apparaît-il comme le moins original. Mais – convenons-en –, il fallait commencer par là avant d'aborder (p. 39-80) le fonctionnement local des statuts urbains, de part et d'autre de 1681, date de « l'annexion » selon l'auteur (p. 20 et 39), terme que d'aucuns traduiront par « rattachement ». Principal malentendu : le Magistrat de Strasbourg considère « l'aubain » par rapport aux limites territoriales de la Ville, tandis que la Couronne qualifie d'« étranger » tout régnicole venu de l'extérieur du royaume, préparant ainsi la notion de citoyenneté nationale de 1789. Les catégorisations juridiques classiques – bourgeois, habitant, étranger –, car la société d'Ancien Régime est avant tout une société de statuts, ne tardent pas à voler en éclat du fait de la présence de la catégorie intermédiaire des « manants » (*Schirmer*), la manance pouvant être elle-même temporaire ou définitive, et de la multiplicité des privilèges dont bénéficient certains étrangers eux-mêmes (population militaire, ressortissants des institutions de bienfaisance). L'auteur montre que le droit de bourgeoisie est une notion qui, au cours du XVIII^e siècle, s'affaiblit et se complexifie malgré la politique très centralisatrice de l'Etat.

L'originalité de Strasbourg, par rapport à d'autres villes du royaume, réside dans l'appartenance confessionnelle (p. 81-125), critère fondamental d'inclusion ou d'exclusion, de ses habitants. La solide tradition luthérienne de Strasbourg, la politique royale en faveur des catholiques, la marginalisation des calvinistes, la tolérance à l'égard des juifs, perçus comme des étrangers mais considérés comme des rouages indispensables à l'économie, conduisent fréquemment à la transgression des barrières confessionnelles au nom d'un certain pragmatisme. Car le facteur majeur du processus d'établissement est avant tout l'intérêt économique (p. 128-156). Les corps de métier excluant théoriquement les étrangers, ces derniers n'hésitent pas à contourner les règlements ou à solliciter des privilèges royaux (menuisiers français, perruquiers, bateliers catholiques, soldats et Suisses, portiers d'hôtels aristocratiques) pour créer des structures parallèles ou concurrentes. Or ces dernières correspondent souvent à des métiers en expansion – en particulier dans le bâtiment –, recherchés pour leur savoir faire, face au système corporatif traditionnel passablement sclérosé. Il s'en suit que le fait d'être « étranger » ne revêt pas forcément une connotation négative ou péjorative, bien au contraire (cf. l'exemple des marchands italiens ou juifs).

Ces divers groupes socio-professionnels se trouvent donc en mesure de négocier leur existence en jouant des conflits latents entre les instances administratives de la

Ville ou entre les autorités politiques concurrentes de la province (Conseil souverain d'Alsace, Directoire de la Noblesse de Basse Alsace, institutions militaires), tandis que le préteur royal entend bien défendre les intérêts de la Couronne et avoir sa place dans la vie quotidienne des individus. Projeté à un niveau supérieur, le conflit, en prêtant le flanc à toutes sortes d'interprétations et de manipulations, devient politique, dans la mesure où il touche à la police des étrangers et, en définitive, à l'autonomie même de la Ville de Strasbourg.

Le principal intérêt de cette étude est de montrer la fluidité des critères adoptés ainsi que le caractère évolutif, et non figé, des rapports de force entre 1681 et 1789 et la relativité des catégorisations – régnicole / étranger, bourgeois / manant – qui recouvrent des réalités complexes et à géométrie variable. De ce fait, Hanna Sonkajärvi a réussi son pari. Et ce ne sont ni les quelques imperfections de forme ou maladresses d'expression, de la part d'un auteur dont le mérite est de ne pas être strasbourgeoise ni même « régnicole », ni l'absence totale d'illustrations susceptibles d'agrémenter la lecture de cet ouvrage qui sont de nature à compromettre la qualité de son travail.

Jean-Michel Boehler

KINTZ (Jean-Pierre), *Regards sur l'histoire de l'Alsace (XVI^e-XX^e siècle)*, Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, 2008, 578 p.

Labour profond des archives, ratissage méticuleux des sources, soin du texte élaboré, moisson d'une incomparable richesse. Tel est le lot de l'historien confirmé. Il apparaît généralement, en pleine lumière, au soir d'une vie d'érudition, lorsque sonne l'heure du bilan. La trentaine d'articles disséminés en de multiples revues et regroupés en un seul et épais volume témoigne du patient labeur de Jean-Pierre Kintz. La table des matières fait apparaître cinq axes de préoccupations de l'auteur : la ville, la démographie, les réalités économiques, l'instruction et la presse.

Jean-Pierre Kintz excelle évidemment dans la période qui est devenue la sienne, du milieu du XVI^e siècle au milieu du XVII^e siècle. Son fonds de recherche – et de commerce – se situe aux Archives Municipales de Strasbourg qui conservent les exceptionnels registres des délibérations des conseils (XV et surtout XXI). Leur parcours consciencieux ainsi que leur dépouillement fastidieux fournissent d'innombrables renseignements sur les splendeurs et les misères de la fière cité rhénane. Est-il utile de préciser que les textes présentés dans la première partie (la ville, diriger et rayonner) constituent désormais des classiques de l'histoire d'Alsace ?

Réduire Jean-Pierre Kintz à un spécialiste du tournant du XVII^e siècle apparaît bien sûr comme une erreur, tant il est vrai que le professeur émérite dispose d'autres cordes à son arc. Pionnier de l'histoire démographique à une période pré-ordinateur ou pré-internet, il s'est intéressé au dénombrement « alsacien » de Vauban, à l'enquête de 1723 (peut-être de 1709 réévaluée), à l'anthroponymie, à l'émigration vers l'Amérique. La soif de chiffres y va de pair avec une critique serrée des sources.